

# LA POLITIQUE DE REDISTRIBUTION

## La redistribution

Permet de transférer une partie des revenus primaires de certains agents à d'autres agents et ce par le biais de l'état et de la sécurité sociale.

### Les objectifs de la redistribution

#### ➤ Logique de solidarité

Transfert des hauts revenus vers les bas revenus pour réduire les inégalités économiques et sociales (redistribution verticale).

#### ➤ Logique d'assurance :

Permet de conserver un revenu en cas de risque social : maladie, vieillesse, chômage (redistribution horizontale).

### Les instruments de la redistribution

#### ➤ La fiscalité

Lutter contre les inégalités en prélevant des revenus à certains ménages qui ont des salaires élevés pour les redistribuer à ceux qui ont un salaire plus faible (l'impôt progressif exemple : IRPP).

#### ➤ Les transferts sociaux

Les prestations sociales (espèces ou nature) versées à des individus ou à des familles afin de les aider à surmonter certains risques (vieillesse, accident de travail, perte d'emploi).

**Exemple** : Allocation-chômage (espèces), Assistance personne âgée (nature).

#### ➤ Les services publics

Permettre à la majorité de bénéficier de services gratuits ou presque fournis par l'état comme l'éducation, la santé, la culture.

# Les aspects positifs et les limites de la redistribution

## Les aspects positifs

### ➤ Sur le plan économique

- Augmenter les pouvoirs d'achat des ménages à revenus faibles (théorie keynésienne)
- Contribuer à l'amélioration du capital humain avec les investissements menés dans l'éducation et la santé (théorie de la croissance endogène).

### ➤ Sur le plan social

- Réduire les inégalités de revenus, les niveaux de vie et la pauvreté.

## Les limites de redistribution

- Les inégalités sociales persistent : baisse de 320 euros du niveau de vie moyen des 10% les plus pauvres et augmentation de 4300 euros pour les 10% les plus riches entre 2003 et 2013  
→ écart de 4600 euros par an sur dix ans ;
- Un coût élevé de la redistribution : Taux de prélèvement de plus de 44% du PIB en France ce qui décourage l'embauche, favorise les délocalisations et diminue la compétitivité de l'économie ;
- Difficulté financière pour la sécurité sociale : Déficit récurrent d'environ 10 milliards d'euros dû à une population vieillissante et l'augmentation des dépenses de santé.